

# Economie nationale

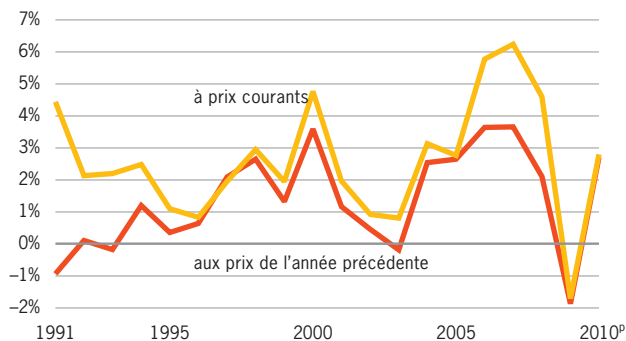
## Panorama

### Les années 1990: récession et stagnation

Dans les années 1990, la Suisse a traversé une période douloureuse de mutations structurelles. La mondialisation croissante des activités économiques a poussé de nombreuses entreprises à se restructurer. Ce processus a eu un coût économique élevé et a créé une forte insécurité chez les salariés et les consommateurs. L'économie ne s'est rétablie que très lentement après le recul des années 1991 à 1993. Ce recul s'est accompagné jusqu'en 1992 d'une faiblesse marquée du franc suisse et d'un taux d'inflation élevé. Le chômage a connu une hausse forte et durable (voir le chapitre 3). La reprise ne s'est amorcée qu'en 1997, une fois que le faible taux d'inflation a permis d'assouplir la politique monétaire. L'économie suisse a reçu des impulsions favorables en particulier dans le domaine des exportations, le volume de ces dernières ayant augmenté suite à la baisse de la valeur extérieure du franc.

Produit intérieur brut: variation annuelle en %

G 4.1



## Évolution jusqu'en 2000: importance croissante du secteur financier ...

La révision de la comptabilité nationale (CN) a permis de produire pour la première fois des données détaillées sur la production des différents secteurs institutionnels. Ces données montrent que, si l'importance des entreprises non financières (y compris ménages producteurs) reste très grande, leur part au produit intérieur brut (PIB) n'a cessé de diminuer au cours des dix dernières années, passant de 78% en 1990 à 71% en 1999. Dans le même temps, la part des banques et des assurances est passée de 7% à 11%. Vers la fin des années 1990, la part des administrations publiques a reculé légèrement par suite d'une politique restrictive en matière de dépenses.

Les secteurs des intermédiaires financiers et des assurances, mais aussi l'engagement des entreprises suisses à l'étranger, ont contribué à la croissance depuis le milieu des années 1990. Le marché du travail ne s'est toutefois rétabli qu'en 1998, quand la situation des entreprises non financières, qui emploient beaucoup de personnel, s'est à son tour sensiblement améliorée.

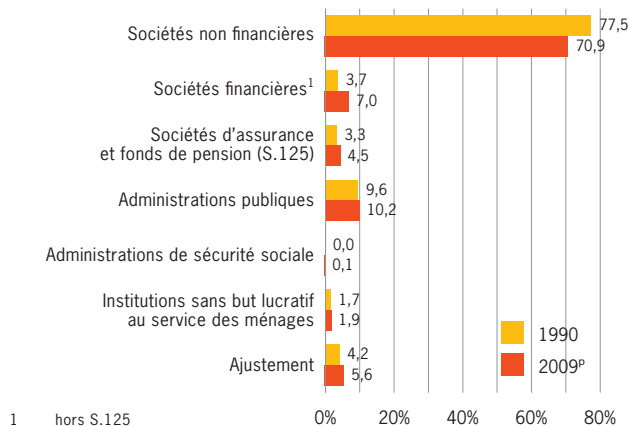
## ... lente croissance de la demande intérieure, boom des investissements en biens d'équipement

La demande intérieure, comme la production, a été lente à redémarrer. Elle est déterminée en grande partie par la dépense de consommation des ménages, qui représente environ 60% du PIB. Au début des années 1990, la demande intérieure augmentait encore à un rythme supérieur à la moyenne, sous l'effet du boom

### Valeur ajoutée brute dans plusieurs secteurs

G 4.2

En % du PIB



des années 1980. Ensuite, les perspectives s'assombrissant, elle s'est nettement ralentie.

Les investissements ont évolué diversement: les investissements en biens d'équipement ont progressé d'une manière spectaculaire depuis 1994, grâce surtout à des conditions d'importation favorables. Les investissements dans la construction, en revanche, ont reculé constamment, à l'exception de 1994 et de 1998, et les prix de la construction ont diminué.

### Evolution modérée du PIB par habitant

Le PIB par habitant, habituellement utilisé comme indicateur du niveau de vie d'un pays, se décompose en deux facteurs centraux<sup>1</sup>: la productivité horaire du travail et l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre. Si la productivité horaire du travail mesure l'efficacité avec laquelle le travail est utilisé dans l'activité économique, l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre quantifie son intensité.

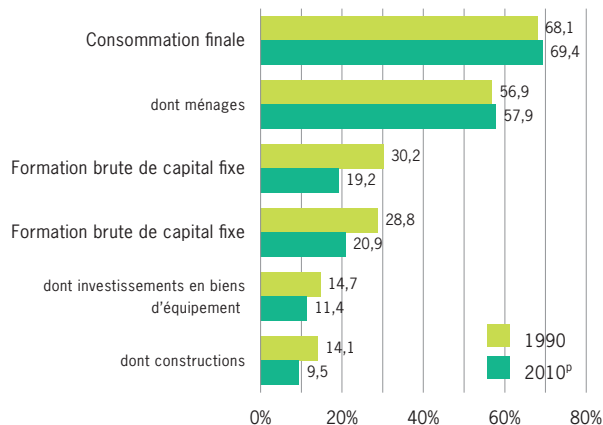
Le graphique G 4.4 présente les évolutions respectives du PIB par habitant et de ses deux composantes de 1991 à 2010. On constate que sur cette période, la Suisse connaît une évolution annuelle moyenne modérée de son PIB par habitant (+0,8%), et un effet de l'utilisation de la main-d'œuvre négatif (-0,3%). Ce dernier pénalise les évolutions positives affichées par la productivité horaire du travail (+1,1%). En Suisse, l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre est essentiellement influencé par la durée moyenne du travail et par le taux de chômage. Ainsi, le recul observé entre 1991 et 1996, par exemple, est le fait d'une baisse

<sup>1</sup> Pour plus d'information, voir Office fédéral de la statistique (OFS), Analyse structurelle de l'économie suisse, Taux d'évolution du PIB et du RNB par habitant de 1991 à 2003. Neuchâtel 2007.

### Consommation et investissements

G 4.3

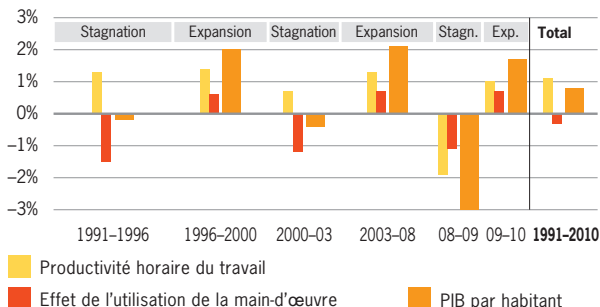
En % du PIB, à prix courants



### Décomposition du taux d'évolution du PIB par habitant

G 4.4

Taux de croissance annuels moyens



de la durée moyenne du travail (-0,2%) et de la hausse du taux de chômage (1,1% en 1991 contre 4,7% en 1996).

On montre ainsi que la croissance du PIB par habitant n'est pas uniquement le fait de la productivité horaire du travail et qu'il convient de tenir compte de l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre.

### **Evolution dès l'année 2000**

Après avoir nettement progressé en l'an 2000, la croissance économique a connu un ralentissement d'une ampleur inattendue les trois années suivantes. Le PIB a stagné en 2002 et en 2003, une situation due notamment à l'évolution dans le secteur des intermédiaires financiers.

Depuis 2004, l'économie suisse a retrouvé une croissance florissante avec un seul coup d'arrêt en 2009. 2004 enregistre une croissance de 2,5% (prix de l'année précédente). Cette progression s'explique par la reprise de la demande intérieure et par l'accroissement ininterrompu depuis 2002 de la contribution extérieure, qui a atteint un niveau record en 2004. La forte croissance du PIB s'est poursuivie en 2005 avec une hausse de 2,6% (prix de l'année précédente). Ce résultat positif est essentiellement dû à la demande intérieure, toujours forte, et notamment aux investissements réalisés. 2006 et 2007 atteignent un taux de croissance exceptionnel avec 3,6%. Depuis 1990, ce taux de croissance n'avait été enregistré qu'à une seule reprise, en 2000. Grâce à la forte croissance de leurs valeurs ajoutées, les sociétés financières et les entreprises exportatrices ont fortement contribué à l'excellent résultat de 2006 et 2007. La demande intérieure finale apporte également un soutien important

à la croissance. L'année 2008 se caractérise par les premiers effets de la crise financière sur l'économie réelle<sup>2</sup>. Les difficultés des intermédiaires financiers, en particulier des banques, pèsent sur la croissance, qui atteint 2,1%, alors que le reste de l'économie se caractérise par un léger ralentissement en fin d'année faisant suite à deux années de forte croissance. Ce ralentissement s'accroît en 2009 et l'économie suisse enregistre un recul marqué du PIB de 1,9%. Les branches exportatrices ont souffert de la détérioration de l'économie mondiale alors que les effets de la crise financière se sont encore fait sentir sur les intermédiaires financiers. Du côté de la demande, à des dépenses de consommation finale croissantes, tout comme les investissements dans la construction, s'opposent la contraction des investissements en biens d'équipement et surtout une contribution du commerce extérieur fortement négative. L'année 2010 se caractérise par contre par une croissance significative du PIB de 2,7% soutenue par la reprise des investissements en biens d'équipement et une contribution du commerce extérieur à nouveau très positive.

### **L'épargne de ménages**

Sur la période allant de 1990 à 2009 le taux d'épargne des ménages suisses par rapport à leur revenu disponible oscille entre 17,9% et 14,4%. Ce taux peut être partagé en deux composantes, une épargne dite forcée et une épargne volontaire. L'épargne forcée est liée à l'accumulation nette de capitaux de prévoyance professionnelle auprès des caisses de pension. C'est un processus sur lequel le ménage n'a pas d'influence di-

<sup>2</sup> Pour plus d'information, voir Office fédéral de la statistique (OFS), Comptes nationaux 2008: Crise financière et résultats contrastés. Neuchâtel 2009.

recte, d'où le terme d'épargne forcée, à l'opposé de l'épargne volontaire, qui est un choix du ménage entre l'utilisation ou non du revenu dont il dispose.

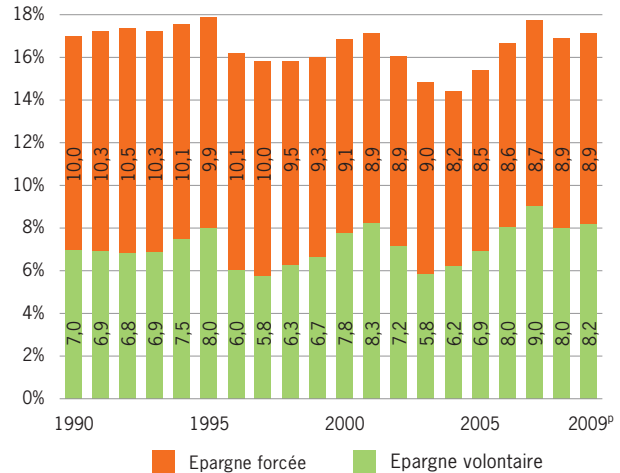
Le taux d'épargne forcée est relativement stable sur toute la période, mais tendanciellement à la baisse. Plusieurs facteurs expliquent cette évolution; le nombre croissant de rentiers, des rendements plus faibles des placements financiers ainsi que la diminution du taux d'intérêt minimal LPP depuis 2002.

Le taux d'épargne volontaire est par contre plus fluctuant car plus fortement influencé par des facteurs conjoncturels. On peut par exemple observer que lorsque le taux de chômage diminue, le revenu disponible augmente, ce qui affecte positivement le taux d'épargne volontaire, car la dépense de consommation finale des ménages évolue à un rythme moins soutenu que le revenu disponible. Ce fut le cas pour la période allant de 1998 à 2001 ou de 2004 à 2007. L'inverse est valable pour les années où le taux de chômage augmente (1996/1997, 2002/2003) qui affichent donc un taux d'épargne volontaire à la baisse. En 2008, en raison de la crise financière, les revenus des capitaux ont moins fortement augmenté par rapport aux années précédentes ce qui a ralenti la croissance du revenu disponible et affecté le taux d'épargne volontaire qui diminue malgré une légère baisse du chômage. La crise de 2008 a eu un impact négatif sur l'occupation en 2009 et 2010 et le taux de chômage augmente; le taux d'épargne volontaire se redresse cependant un peu en 2009, en raison du ralentissement de la consommation finale des ménages et d'un effet de base.

### Taux d'épargne des ménages et ISBLSM<sup>1</sup>

G 4.5

Part au revenu disponible brut



1 Institutions sans but lucratif au service des ménages

# Glossaire

Les mots en **caractères gras** renvoient aux expressions qui sont expliquées ailleurs dans ce glossaire.

## Agrégat

Grandeur synthétique qui mesure le résultat de l'activité d'un ensemble (économie nationale, secteur, etc.).

## Balance des paiements

La balance des paiements recense les échanges transfrontières de marchandises et de services, les flux transfrontières de revenus de facteurs (revenus du travail et de capitaux) et les mouvements de capitaux avec l'étranger pendant une période donnée. L'évolution et la structure de la balance des paiements renseignent sur les relations économiques d'un pays avec le reste du monde. Dans son Manuel de la balance des paiements, le Fonds monétaire international a établi les fondements méthodologiques de cette statistique. La balance suisse des paiements est constituée de quatre balances partielles, à savoir la balance des transactions courantes, les transferts en capital, la balance des mouvements de capitaux et la position extérieure nette de la Banque nationale. Dans la balance des paiements, la différence statistique entre le total des inscriptions du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes et importations de capitaux) et le total des inscriptions du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes et exportations de capitaux) est appelée «Erreurs et omissions nettes». En principe, les deux totaux devraient être égaux, puisque toutes les tran-

sactions économiques avec l'étranger sont prises en compte selon un système d'enregistrement en partie double. Dans la pratique toutefois, l'équilibre n'est pas réalisé étant donné la multiplicité des transactions et des sources statistiques.

## Consommation finale

Représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, que ceux-ci soient individuels ou collectifs. Lorsque les besoins satisfaits sont individuels, on parle habituellement de consommation finale des ménages. Les besoins sont dits collectifs lorsque les services fournis profitent à toutes les unités sans qu'on puisse déterminer valablement la valeur des services rendus à chaque unité. On parle alors de consommation finale des **administrations publiques**.

## Consommation intermédiaire

Représente la valeur de tous les biens et services qui sont consommés au cours de la période pour produire d'autres biens et services. La consommation intermédiaire enregistre ainsi les inputs nécessaires au processus de production (électricité, loyers, etc.) à l'exclusion de l'usure des actifs fixes qui est enregistrées comme consommation en capital.

## Economie nationale

Regroupe toutes les unités **résidentes** sur le **territoire économique**.

## Epargne

Solde du compte d'utilisation du **revenu disponible**; mesure la partie du **revenu disponible** qui n'est pas affectée à des opérations de **consommation finale**.

## Excédent d'exploitation

Solde du compte d'exploitation. Il indique les revenus de la propriété et de l'entreprise engendrés par le processus de production et qui sont à la disposition de l'unité productrice.

## Formation brute de capital

**Agrégat** regroupant la **formation brute de capital fixe**, variation des stocks et les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur.

## Formation brute de capital fixe

Acquisitions moins cessions d'actifs fixes réalisés par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

## Opération

Regroupement de flux élémentaires classés selon leur nature et leur objet. On distingue les opérations sur biens et services, les opérations de répartition et les opérations financières.

## Production

Activité économique socialement organisée ayant pour objet la création de biens et de services. Les processus purement naturels sans interven-

tion ou contrôle humain (ex.: accroissement du cheptel sauvage) ne font pas partie de la production.

## Productivité

Le rapport entre une mesure de l'activité de production et un facteur de production (travail, capital) est appelé productivité du facteur considéré. Au moyen de ce ratio, il est possible de mesurer l'efficacité avec laquelle chaque intrant est utilisé dans le processus de production.

Les mesures les plus connues sont la **productivité du travail** et la **productivité du capital**. Elles ont pour caractéristique d'être des mesures partielles de la productivité. En effet, chaque facteur de production est pris isolément alors qu'il n'est pas le seul à avoir généré de la valeur ajoutée. Les perspectives analytiques de ces deux mesures sont différentes.

La **productivité du travail** convient particulièrement bien pour évaluer le niveau de vie d'un pays. En effet, elle s'apparente à la notion de revenu. On tend ainsi à considérer qu'une progression importante de la productivité du travail dans le temps permet, via des opérations de redistribution, un accroissement des revenus et du niveau de vie d'une nation.

La **productivité du capital** permet de déterminer l'efficacité des investissements, à savoir leur aptitude à générer de la valeur ajoutée. Il faut veiller à ne pas confondre productivité du capital et taux de rendement (ou rentabilité) du capital. En effet, ce dernier élément reflète la capacité du capital à générer un revenu (ou un profit) alors que la productivité du capital mesure l'efficacité de l'utilisation du capital dans le processus de production.

La **productivité multifactorielle** est une approche plus large que les deux mesures précédentes. Elle prend en compte tous les intrants

incorporés dans le processus de production et mesure leur efficacité lors de leur utilisation dans l'activité de production.

### Produit intérieur brut (PIB)

Le PIB est une mesure de la performance d'une économie nationale au cours d'une année. Il mesure la valeur des biens et services produits dans le pays pour autant qu'ils ne soient consommés pour produire d'autres biens et services, autrement dit il définit la **valeur ajoutée**. Le PIB est calculé aux prix courants ainsi qu'aux prix de l'année précédente. Aux prix de l'année précédente, l'évolution économique réelle est représentée sans tenir compte de l'influence des prix.

### Résident – non résident

Critère permettant de classer une unité selon qu'elle a ou non un centre d'intérêt économique sur le **territoire économique** considéré. Une unité a un centre d'intérêt économique si elle effectue des **opérations** sur le territoire économique pour une période d'un an au minimum.

### Revenu disponible

Solde du compte de distribution secondaire du revenu. Cet **agrégat** mesure le revenu dont dispose une unité pour effectuer des opérations de consommation finale ou pour augmenter son **épargne**.

### Revenu national

Le revenu national se compose du revenu primaire des ménages, du revenu des sociétés (excédent net d'exploitation et revenu de la propriété) ainsi que du revenu des administrations publiques (revenu de la propriété).

### Secteur institutionnel

Regroupement d'**unités institutionnelles** qui ont un comportement économique analogue. Pour déterminer le comportement économique, on se réfère essentiellement à la fonction principale.

### Territoire économique

Comprend: a) le territoire géographique à l'intérieur duquel les biens circulent en libre pratique; b) les enceintes des zones franches, entrepôts et usines sous contrôle douanier; c) l'espace aérien national et les eaux territoriales sur lesquelles un pays dispose de droits exclusifs; d) les enclaves territoriales situées dans le reste du monde et utilisées en vertu de traités internationaux ou d'accords entre États par les **administrations publiques** du pays (ambassades, consulats, bases scientifiques, etc.).

### Unité institutionnelle

Une unité **résidente** est dite institutionnelle si elle dispose d'une comptabilité complète et si elle jouit d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale (production ou consommation par exemple).

### Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est la valeur créée par toute unité engagée dans une activité relevant du champ de la production. Dans la comptabilité nationale, la valeur ajoutée s'obtient par solde (valeur de production moins **consommation intermédiaire**).